

POLITIQUE INDUSTRIELLE

« Cinq mesures pour que l'Europe retrouve sa compétitivité »

Dans le cadre d'une manifestation Future Horizons, à Prague, et devant un impressionnant parterre de responsables européens de l'industrie du semi-conducteur, Pasquale Pistorio, président et CEO de STMicroelectronics, a fait récemment un discours ovationné sur la compétitivité de l'Europe. Extraits.

A Lisbonne, en mars 2000, le Conseil européen a élaboré une stratégie s'étalant sur dix ans, pour que l'Union européenne devienne "l'économie à base de connaissances la plus compétitive et la plus dynamique au monde" dans le domaine des technologies de l'information et de communications (ICT). Eh bien, jusqu'à présent, seul le secteur des télécommunications affiche de véritables progrès, notamment grâce à la Finlande, à la Suède et au Danemark.

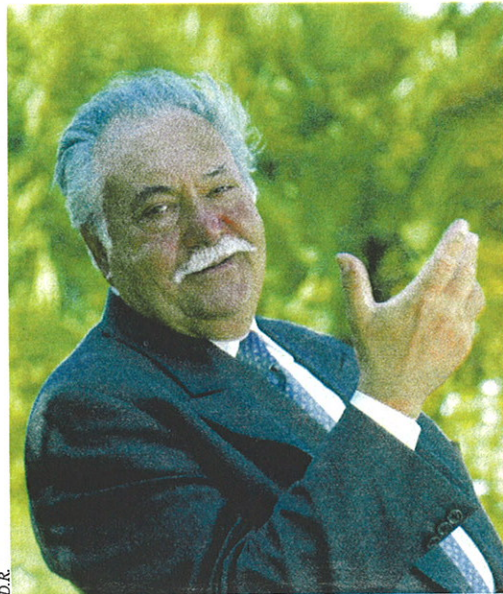
« Nous dépensons trop en subventions agricoles et trop peu en recherche et développement. Et si le Conseil européen de Barcelone en 2002 a réitéré un engagement unanime pour augmenter les dépenses de recherche et développement européennes de 1,95 % à 3 % du PIB, les choses bougent très peu dans ce domaine. Oui, nous avons l'excuse, apparemment excellente, du manque de ressources disponibles dans une période économiquement faible et oui, il faut du temps pour qu'un paquebot puisse changer de direction. Mais chaque vache européenne reçoit, chaque jour, six dollars de l'Union européenne ou, si vous préférez, trois fois la somme dont dispose en moyenne pour survivre chaque individu d'un tiers de la population mondiale.

« Aujourd'hui, la Chine est déjà la quatrième puissance économique du monde par son PIB et est, de loin, la plus dynamique. Avec 450 millions de citoyens, l'Union européenne pourrait théoriquement lui tenir tête. Mais il importe avant toute chose de régler nos problèmes de compétitivité, même si nous ne décidons que de conserver notre position actuelle. A mon sens, ces problèmes sont au nombre de cinq. »

Mieux exploiter le capital humain de l'Europe pour créer un flux constant de produits et de services novateurs à forte valeur ajoutée

« L'Europe doit se concentrer sur trois aspects majeurs de l'innovation :

– L'éducation. Si l'Europe souhaite rester compétitive, elle doit renforcer son système éducatif. Si nous ne le faisons pas, nous courons le risque de voir d'une part les élites intellectuelles participer au processus de développement mondial, et d'autre part



Après avoir commencé sa carrière chez Motorola, Pasquale Pistorio est revenu en Europe en 1980 en tant que président de SGS. Il a ensuite eu la charge, en 1987, de réussir la fusion entre SGS et Thomson Semi-conducteurs, puis de faire figurer SGS-Thomson (STMicroelectronics depuis 1998) parmi les grands mondiaux du semi-conducteur. Il ne cesse, depuis 20 ans, de défendre la cause de la micro-électronique européenne. Il est actuellement membre du directeur de Medea+, et membre de la Task Force "United Nations Information and Communications".

un nombre toujours plus important de catégories sociales moins éduquées et moins compétentes accumuler un retard croissant et accepter des salaires en baisse.

– La R&D, pour créer et adopter de nouvelles technologies et de nouveaux produits, de sorte que l'économie soit en permanence tirée par des produits et des services à valeur ajoutée accrue.

– L'innovation dans les processus opérationnels, que ce soit au sein des institutions publiques ou des entreprises privées.

« Je limiterai mes commentaires à la R&D : Selon les dernières données disponibles auprès d'Eurostat, les dépenses de recherche et développement au sein de l'Union ont progressé de seulement 0,04 point pour atteindre 1,99 % du PIB en deux ans. Dans le même temps, les dépenses de R&D américaines ont augmenté deux fois plus, pour atteindre 2,8 % du PIB. S'il ne fait à mon sens aucun doute qu'atteindre l'objectif des 3 % serait un succès fantastique pour l'Europe, je reste convaincu que l'Union et les pays membres n'ont pas encore déployé les outils nécessaires pour transformer l'essai. Je suis également convaincu que, pour atteindre cet objectif, tous les acteurs doivent apporter leur contribution. Je pense à l'Union européenne, aux gouvernements nationaux et, bien sûr, au secteur privé, qui doit rapidement combler le fossé qui existe aujourd'hui avec les systèmes macroéconomiques concurrents. La quote-part des entreprises privées de l'Union européenne est de seulement 56 % du total des dépenses de R&D en Europe, contre plus des deux tiers aux Etats-Unis et au Japon.

« Nous devons à mon sens travailler pour cela dans quatre directions :

– Un crédit d'impôt correspondant aux dépenses de R&D doit être accordé à toutes les entreprises de tout secteur et dans toute

zone géographique européenne. A titre d'exemple, des lois doivent être votées pour qu'au moins 10 % de toute dépense de R&D soit automatiquement transformée en crédit d'impôt. Et la stabilité du système doit être garantie pour au moins 10 ans.

– Lancer un nombre limité de projets de grande envergure dans le cadre desquels la Communauté veut voir jouer son avenir. Ces projets d'importance stratégique doivent être cofinancés à un niveau raisonnablement élevé par les institutions européennes et nationales : je pense à une prise en charge publique de l'ordre de 30 % du coût total de R&D, cette contribution dépendant en fait à la fois du niveau des ressources financières requises et du niveau de risque de l'investissement. Les programmes Jessi et Medea, dans le domaine de la microélectronique, devraient servir d'exemple.

Certains sujets, à mon sens du moins, correspondent parfaitement à la définition de ces "méga-projets" : les nanotechnologies et la nanoélectronique, les biotechnologies, les sciences de la vie, les communications large bande, les systèmes de transport intelligents, ainsi que l'économie et la génération d'énergie.

– Augmenter sensiblement l'efficacité des instituts de recherche européenne – universités et autres entités de recherche publique – en éliminant toute bureaucratie inutile, en créant des réseaux performants afin d'améliorer les synergies tout en minimisant les redondances et en introduisant des critères de mesure appropriés, sur la base de résultats objectifs. De façon générale, je dirais que le fait de lier aux résultats la quantité de fonds disponibles pour la recherche dans chaque laboratoire de R&D et la rémunération des chercheurs constitue à mon sens un excellent moyen d'optimiser l'efficacité et de favoriser la coopération entre l'industrie et les instituts de recherche publics.

– Affecter, afin de favoriser la création de réseaux de R&D public-privé, un crédit d'impôt important, de l'ordre de 30 % des dépenses totales, pour tous les investissements de R&D débloqués par les entreprises privées au profit d'universités dans le cadre de projets de coopération ne bénéficiant pas d'autres sources de financement. Ce mécanisme simple permettrait à mon sens de surmonter les difficultés que les petites et moyennes entreprises, notamment, rencontrent dans leurs relations avec les universités. »

Réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles

« L'Europe dépend de façon dramatique des importations de combustibles fossiles. Le pétrole constitue une menace majeure pour l'humanité. C'est une source de pollution, et la pollution tue. Le pétrole est également une cause majeure d'instabilité économique et politique : une augmentation de 10 dollars par baril fait exploser la facture énergétique de l'Union européenne d'environ 40 milliards de dollars par an. Nous devons donc :

– Favoriser toutes les formes d'économie en général.

– Augmenter l'efficacité des carburants automobiles et autres véhicules.

– Développer, avec une détermination maximale, des sources renouvelables alternatives : énergies éolienne et solaire, biomasse, hydro-électricité avec, à terme, l'hydrogène comme moyen de stockage et de transport. Je suis convaincu que les entreprises des pays qui n'agissent pas en faveur de la protection de l'environnement se trouveront démunies face à la vive concurrence de celles qui auront appris et réussi à relever le défi du développement durable. »

Les entreprises doivent être capables de s'adapter plus rapidement aux évolutions du marché

« Le système européen fait preuve de trop d'inertie pour réagir aux évolutions du marché. Je suggère deux actions de fond :

– Réduire la bureaucratie

– Apporter souplesse à la main-d'œuvre. Permettez-moi de dire ici que je ne défends pas l'adoption par l'Europe d'une souplesse de type américain ou asiatique, de la liberté totale d'embaucher et de licencier, qui coûte trop cher en termes de perturbation de la vie des individus et des communautés. Je soutiens davantage l'idée d'une meilleure utilisation du droit du travail pour que des mesures adaptées puissent être rapidement mises en œuvre si nécessaire, plutôt que de mener des négociations fastidieuses à chaque variation de cycle du marché. Cela ne signifie en aucun cas une suppression du droit des employés. Au contraire, les entreprises et les représentants des employés doivent faire un pas culturel en avant et se mettre d'accord sur des mesures permettant aux entreprises de s'adapter rapidement à un nouveau contexte (par

des horaires souples, des emplois à temps partiel et temporaires ou des arrêts d'activité temporaires), sans induire de perturbation sociale.»

Etendre la durée d'activité au cours de la vie

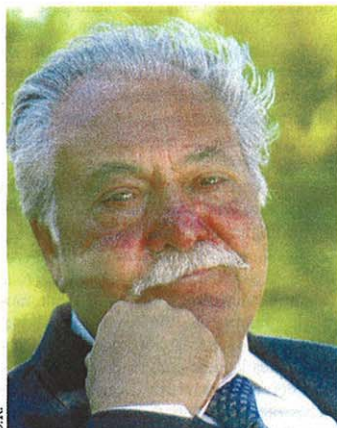
«Nous devons comprendre que, dans un monde extrêmement compétitif, les Européens ne peuvent plus continuer à travailler aussi peu. Il est impossible de concurrencer les Chinois en travaillant 36% de moins par an, même si les salaires annuels étaient les mêmes. Et ils ne sont pas les mêmes. Les Européens ne peuvent partir en retraite plus tôt que les autres populations du monde: alors que l'âge de la population européenne est en moyenne de 50 ans et qu'une personne sur trois a plus de 65 ans, nos petits-enfants devront payer des impôts représentant 75% de leur salaire en moyenne s'ils décident de conser-

se de ses ressources disponibles pour maintenir l'Etat providence, essentiel à la cohésion sociale. Jusqu'à un certain point, ce manque de ressources peut être compensé en améliorant l'efficacité des administrations publiques et en recentrant l'action des gouvernements nationaux sur les secteurs dont ils doivent assurer la responsabilité, à savoir la défense, la sécurité, l'enseignement, la santé et la solidarité sociale. Mais, à efficacité égale, si un pays choisit un haut niveau de cohésion sociale, il est condamné à payer le prix fort pour les services et l'assistance qu'il doit assurer à

ses citoyens tout au long de leur vie. «Afin de maintenir la cohésion sociale à laquelle nous nous sommes engagés et, parallèlement, harmoniser la fiscalité des entreprises européennes, il est donc possible que nous soyons obligés de compenser les baisses d'impôt des entreprises en augmentant les impôts individuels, directs ou indirects. Si personne parmi nous n'apprécie que l'on gâche l'argent de ses impôts, je suppose qu'après réflexion nous apprécions tous la valeur de la paix sociale.

«Le problème est toujours le même: la quadrature du cercle, comme l'a clairement

décrit Ralf Dahrendorf. Par essence, la quadrature du cercle définit l'équilibre optimum entre croissance économique, liberté politique et cohésion sociale. Aujourd'hui, nous avons vu les Américains maximaliser leur croissance et leur liberté, au détriment de leur cohésion. De nombreux pays asiatiques ont préféré maximaliser la croissance et la cohésion en limitant la liberté politique. L'Europe, pour sa part, favorise la cohésion et la liberté au détriment de la croissance. En fait, à vouloir maximaliser ces trois facteurs, nous avons tous échoué dans la quadrature du cercle. Le défi à relever est donc là.» ■



D.R.

ver le système de sécurité sociale actuel. L'Europe ne peut se contenter d'une population dont seule 63% est active, alors qu'aux Etats-Unis ce chiffre est supérieur de 10 points. Une nouvelle fois, je souhaiterais proposer deux axes de réflexion et d'amélioration:

- Allonger progressivement le nombre total d'heures ouvrées par an afin d'atteindre une moyenne effective de 1 800 heures, comme aux Etats-Unis.

- Augmenter le nombre d'années travaillées au cours de la vie de chaque individu. La plupart des gouvernements européens s'attaquent à cette question difficile, et rencontrent fréquemment des réactions extrêmement négatives de la part de leur opinion publique. Mais je ne pense pas qu'il existe d'alternative raisonnable, compte tenu - nous venons de le voir - du vieillissement de la population européenne, du faible taux de fertilité et des restrictions croissantes qu'adoptent nos pays en faveur de l'immigration.»

Harmoniser la fiscalité des entreprises européennes

«Dans une économie mondiale, les aspects fiscaux sont essentiels pour les entreprises qui doivent choisir un lieu pour investir. Pour attirer et maintenir les capitaux à l'intérieur de ses frontières, l'Europe doit offrir aux entreprises des solutions fiscales intéressantes, avec pour corollaire une bais-